

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23436 DATÉ SAMEDI 16 MAI 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

TÉMOIGNAGES LES ÉTUDIANTS EN SANTÉ EN PREMIÈRE LIGNE FACE À L'ÉPIDÉMIE

Pendant deux mois, 160 000 étudiants en médecine et élèves infirmiers se sont mobilisés aux côtés des soignants dans les hôpitaux et les Ehpad. Un baptême du feu qui a renforcé leur vocation

PAGE 6

ÉPREUVES ANNULÉES OU REPORTÉES SÉLECTION CHAMBOULE-TOUT

Les établissements ont dû s'adapter à la crise sanitaire et revoir les procédures habituelles de recrutement. Alors que les bibliothèques universitaires sont fermées, la période de confinement a accentué les inégalités entre les candidats

ORIENTATION PARCOURSUP A TENU BON

Malgré la suppression des concours et le confinement des élèves, les futurs bacheliers inscrits sur la plate-forme vont recevoir les premières réponses à leurs demandes le 19 mai

PAGE 2

POST-PRÉPA LES GRANDES ÉCOLES REBATTENT LES CARTES

Empêchées d'organiser des oraux, les écoles d'ingénieurs et de commerce ne se fient plus qu'aux épreuves écrites... Et les candidats aux classements des écoles

PAGE 4

ENSEIGNEMENT UN RISQUE D'ERREURS DE RECRUTEMENT

C'est pendant l'épreuve orale que s'apprécie la capacité d'un futur professeur à communiquer avec sa classe. Cette année, beaucoup seront pourtant admis sur la seule foi des écrits

PAGE 5

STÉPHANE KIEHL



DEPUIS 18 ANNÉES
CONSÉCUTIVES

1^{er}



Happyindex[®]
atSchool

AU CLASSEMENT DES ÉCOLES DE COMMERCE
OÙ IL FAIT BON ÉTUDIER D'APRÈS LES ÉTUDIANTS

120 YEARS
1900-2020



audencia.com

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE :

CANDIDATS 2020, RENDEZ-VOUS SUR
WELCOME.AUDENCIA.COM

*De l'audace, toujours!

Audencia
BUSINESS SCHOOL



STÉPHANE KIEHL

PAS DE BUG DANS LA MACHINE PARCOURSUP

Le mercredi 19 mai n'est pas un jour comme les autres pour les 658 000 lycéens qui se sont inscrits sur Parcoursup cette année, dans le but de poursuivre des études supérieures. Le 19 mai, c'est en effet le jour à partir duquel ils commenceront à recevoir les réponses des formations qu'ils ont demandées : licences, BTS, écoles... Reçu ? Recalé ? Sur liste d'attente ? Admis sous conditions ? Rêves brisés, désirs exaucés, dilemmes cornéliens en cas d'hésitation entre deux admissions : des semaines décisives vont s'ouvrir.

Dans les agendas des lycéens de terminale, une autre date était marquée d'une pierre blanche. C'était celle du 12 mars 2020 : le dernier jour pour établir, sur Parcoursup, sa liste de vœux de formations. Impossible d'imaginer que ce serait aussi le jour où Emmanuel Macron annoncerait la fermeture des lycées, jusqu'à nouvel ordre, pour lutter contre l'épidémie de Covid-19. La dernière partie de l'année scolaire, période durant laquelle se scellent l'orientation et la sélection des futurs bacheliers dans les filières de l'enseignement supérieur, a ainsi pris un tournant totalement inédit.

Cette troisième édition de Parcoursup devait pourtant être celle de l'accalmie, avant le grand chambardement attendu en 2021, avec l'arrivée des jeunes issus de la réforme du lycée, lourde de conséquences sur les procédures d'admission dans l'enseignement supérieur. Des changements, en 2020, il y en avait tout de même eu certains. A commencer par l'apparition des nouvelles voies d'accès aux études médicales, et par l'intégration sur la plate-forme de plus de 1 000 formations : les licences de l'université Paris-Dauphine, les Instituts d'études politiques (IEP), certaines écoles de commerce, certaines formations paramédicales...

Si les élèves de terminale avaient établi leur liste de vœux juste avant le début du confinement, il leur fallait « confirmer » tous leurs choix avant le 2 avril, et compléter

Les candidats à des études supérieures recevront les premières réponses des formations à partir du 19 mai. Avec la suppression des concours, ce sont surtout les écoles post-bac qui ont vu leur sélection chamboulée

les dossiers avec différentes pièces demandées. Pas évident alors que les lycéens étaient tous dispersés dans la nature. « Profs principaux et équipes de direction se sont mobilisés pour ne pas perdre des élèves en route. Certains collègues ont passé plusieurs jours au téléphone pour rappeler le calendrier aux étourdis », raconte Florence Delannoy, proviseure et secrétaire générale adjointe du syndicat SNPDEN-UNSA. « Le suivi à distance des élèves a été très compliqué. D'autant que les remontées que nous avions du terrain, notamment des lycées accueillant les publics les plus fragiles, nous indiquaient que de nombreux élèves n'avaient toujours pas validé leurs vœux quelques jours avant la clôture du 2 avril », souligne par sa part Claire Guéville, secrétaire nationale du SNES-FSU chargée des lycées.

SÉLECTION SUR DOSSIER

Le 1^{er} avril, les syndicats de la FSU ont ainsi demandé un report de la procédure Parcoursup, pour permettre « un traitement moins inégalitaire » : « Avec le confinement dans les familles, les différences de conditions de vie et de logement devraient s'ajouter aux inégalités sociales préexistantes et celles habituellement engendrées par Parcoursup », écrivaient-ils alors. Le ministère de l'enseignement a pourtant maintenu le

calendrier initial. « La procédure essentiellement dématérialisée est un point de repère dans l'année pour les lycéens et leurs familles. Cette stabilité, dans un paysage particulièrement mouvant, permet d'organiser la rentrée en septembre », justifie Jérôme Teillard, chargé de mission Parcoursup au ministère. Mais un peu de souplesse a été concédé : 5 000 candidats qui n'avaient pas confirmé leurs vœux ont été accompagnés pour les finaliser dans les quelques jours qui ont suivi la limite officielle du 2 avril.

Juste avant que les jurys se mettent au travail, une décision du Conseil constitutionnel est arrivée à point nommé, le 3 avril. A la suite des recours juridiques sur l'opacité des procédures d'examen des vœux, ses membres ont acté : le secret des délibérations est conforme à la Constitution, sous réserve que les établissements publient, à l'issue de la procédure, les critères d'examen des candidatures.

Du 7 avril au 11 mai, chaque filière a examiné les milliers de dossiers reçus, et classé les candidats. Le tout entièrement à distance. Pour les universités et classes préparatoires, cette dématérialisation n'a pas entraîné de changements majeurs. « Nous travaillions déjà comme ça, chacun dans son coin, depuis des années », confie un enseignant-chercheur.

La tâche a été plus ardue pour les facultés de médecine, en pleine réforme de leur scolarité et mobilisées par l'épidémie. A la rentrée, la première année commune aux études de santé (PACES) sera remplacée par deux types de formation : le Pass (parcours spécifique accès santé), et les licences option accès santé (LAS). Comment classer les étudiants qui souhaitent s'inscrire dans ces formations inédites ? Quels types de parcours faut-il valoriser ? « Mettre en place ces nouvelles licences accès santé, pluridisciplinaires, demande beaucoup plus de concertation entre les départements, surtout dans cette phase de lancement. Tout ne peut pas toujours se faire par visio, note Jean Sibilia,

doyen de la faculté de médecine de Strasbourg. Dans les régions les plus touchées, l'énergie que nous a demandée la crise du Covid-19 nous a éloignés un temps de la faculté. Tout le monde était sur le pont, étudiants et professeurs », concède le rhumatologue, qui a, par exemple, été mobilisé six semaines d'affilée à l'hôpital.

Si 80 % des filières (licences, classes prépa, la majorité des BTS et IUT...) présentes sur Parcoursup effectuent leurs procédures d'admission sur la base d'une étude de dossier, ce n'est pas le cas d'un grand nombre d'écoles postbac (commerce, ingénieurs, instituts d'études politiques, formations paramédicales...), qui sélectionnent en temps normal par des concours. Certains réunissent plusieurs milliers de candidats, entre avril et mai. Le 24 mars, le ministère de l'enseignement supérieur a annoncé l'annulation des épreuves écrites de tous les concours postbac, remplacées par un examen de dossier. Un « coup de massue » pour le directeur de l'école de commerce postbac Ieseg, Jean-Philippe Ammeux : « Nous préparons pendant de longs mois ces concours. Mi-mars, il a fallu se rendre à l'évidence : on déchire tout et on repart à zéro. »

Les épreuves orales, dans la grande majorité des cas, ont elles aussi été supprimées. La question a suscité un vif débat entre les écoles et le ministère. Beaucoup d'écoles plaident pour les maintenir, à distance. « Nous avons l'habitude de faire des entretiens en visio, même de manière asynchrone, avec nos candidats internationaux par exemple », assure Nelly Rouyres, directrice générale adjointe du pôle Léonard de Vinci. La crainte d'une iniquité dans le traitement des candidats selon leur équipement informatique et leur situation de confinement, et la possibilité de recours juridiques ont fait pencher la balance de l'autre côté. Seules quelques formations, dans le secteur paramédical ou pour les écoles d'art sous tutelle du ministère de la culture notamment, ont conservé un oral.

DES ALGORITHMES QUI DÉCIDENT

Remplacer un concours par l'examen des notes du lycée : pour les candidats à ces formations sélectives, cela change la donne. Elise, qui vise des écoles d'ingénieurs postbac, attendait l'oral pour montrer au jury sa motivation. « J'ai 13 de moyenne générale. Même si mon dossier n'est pas excellent, j'aurais pu défendre mon projet. » Elle a peaufiné sa lettre de motivation, en espérant qu'elle puisse faire la différence : « Mais en 1500 caractères maximum, difficile d'être aussi convaincante que pendant un oral. »

Joshua Palazy, en terminale ES à Bordeaux, misait aussi sur l'oral pour être admis dans la seule formation qui l'intéresse : le bachelor de l'école de commerce Kedge. « Bien sûr, je le vis mal. Dans mes plans, les bulletins scolaires n'entraient pas en ligne de compte. J'ai à peine la moyenne. Mon dossier scolaire ne reflète ni mon niveau réel, ni ma motivation. Avec ce nouveau système, mes chances d'entrer dans cette école sont beaucoup plus faibles. » Chloé Lazard, en terminale S à La Celle-Saint-Cloud, avait suivi une prépa pendant les vacances de février en vue des concours des écoles de commerce postbac. « Cela fait cinq mois que je me prépareis. » Aucune épreuve n'aura lieu. Selon les concours, les frais d'inscription ont été remboursés intégralement, à 50 % ou pas du tout.

Pour sélectionner les candidats sur dossier, et non plus sur concours, ces formations ont dû mettre au point, en urgence, des algorithmes pour trier les dossiers. Appréciations des bulletins, la « fiche avenir » et la lettre de motivation ont été examinées par les écoles pour tenter, faute d'oral, de cerner la personnalité et le projet du candidat. « Nous avons établi une quinzaine de critères et regardé par exemple l'implication dans des activités extrascolaires comme nous le faisons lors des entretiens », détaille Patrice Houdayer, vice-doyen de l'école de commerce Skema. A l'Ieseg, Jean-Philippe Ammeux raconte qu'il a reçu de très nombreux e-mails de candidats tentant de plaider leur cause. « Certains lycéens nous ont envoyé des vidéos pour nous montrer leur motivation. D'autres ont fait état de leur cas particulier. Mais nous ne pouvons examiner que les données présentes sur Parcoursup », affirme-t-il. La sélection sera-t-elle différente de celle réalisée au travers d'un concours ? A la veille des premiers résultats d'admission, Chloé est fataliste : « Si je n'ai pas la formation que je voulais, c'est qu'il y a une raison. C'est le destin ! » ●

SYLVIE LECHERBONNIER

LICENCES ET BTS TOUJOURS EN TÊTE DES VŒUX

658 000 lycéens se sont inscrits sur Parcoursup en 2020, soit 7 000 de plus que l'an dernier, selon les statistiques ministérielles disponibles fin avril, qui ne comprennent pas les candidats en réorientation. Au total, 98 % des inscrits ont confirmé au moins un vœu, un chiffre en hausse de deux points par rapport à la session 2019. Les formations plébiscitées restent inchangées : 68 % des lycéens ont formulé au moins un vœu en licence, et un candidat sur deux a placé au moins un vœu en BTS. Les études de santé continuent d'être très attractives : 10 % des candidats ont confirmé un vœu dans l'un des 227 Pass (parcours spécifique accès santé), qui remplace la PACES (première année commune aux études de santé), et 19 % ont mis un vœu dans l'une des 457 licences LAS (licence option accès santé). L'université Paris-Dauphine, qui faisait son entrée sur la plate-forme, a enregistré 19 000 candidatures contre 9 000 en 2019.

Coup de chaud pour les aspirants médecins

Les épreuves d'accès aux études de santé ont changé de forme, déstabilisant les candidats

Imaginez : vous vous trouvez au beau milieu du désert, une oasis se dessine et, hop, une tempête balaie tout sur son passage ; vous n'avez plus aucune visibilité. Supposez : depuis des mois, vous vous entraînez pour un sprint et, paf, on repousse la ligne d'arrivée.

En pleine crise sanitaire, les étudiants en première année commune aux études de santé (Paces) – voie d'accès aux études de médecine, maïeutique, odontologie, kinésithérapie et pharmacie – ne manquent pas d'idées pour filer la métaphore du report de leur concours, le dernier du genre avant la grande réforme des études de santé à la rentrée 2020. Les épreuves ont été repoussées d'un mois, voire plus, selon les facultés de médecine, et se tiendront pendant la seconde quinzaine de juin.

Pour les 60 000 inscrits qui concourent à ces épreuves ultrasélectives, chaque minute compte, quand on sait que plus des trois quarts d'entre eux échouent à décrocher une place dans le numerus clausus. Aussi chacun a-t-il dû repenser ses méthodes de travail, dans l'urgence et l'incertitude, alors que, dans certaines universités, les épreuves ont même changé de format en cours de route. Plus courtes, plus condensées. Aucun droit à l'erreur n'est autorisé.

La pression est d'autant plus forte que tous les étudiants ne sont pas logés à la même enseigne pour réviser dans le contexte du confinement, et même à partir du 11 mai, tant que les mesures de distanciation physique resteront en vigueur. Pour Manon Camilli, 19 ans, redoublante à Marseille, c'est mission impossible, ou presque. Enfermée dans un petit appartement du quartier de la Belle-de-Mai,

elle a installé une table de camping dans sa chambre, faute de posséder un vrai bureau. En temps normal, l'étudiante se rend de 8 heures à 22 heures à la bibliothèque universitaire (BU).

Avant, comme grand nombre de ses camarades, Manon ne rentrait chez elle que pour dormir : trop de bruit, trop d'agitation. Il faut dire que sa mère, assistante maternelle, s'occupe de quatre tout-petits. « Leurs parents ont compris ma détresse, raconte Manon. Ils ont gardé leurs enfants chez eux au début, mais là, ils sont obligés de les ramener. » Dans quelques jours, il y aura deux lits de bébé dans sa chambre, comme dans celle de son frère. Le salon redeviendra un terrain de jeu. « Il me reste le balcon, par terre », souffle Manon. Boursière d'un échelon élevé, la jeune femme veut « kiné ou rien ». « C'est ma dernière chance de faire le métier de mes rêves », assure-t-elle, inquiète d'avoir déjà perdu beaucoup de temps, perturbée par le décès de son grand-père, atteint du Covid-19, tandis qu'elle-même a été clouée au lit plusieurs jours à cause du virus. « C'est le concours de notre vie, on plonge corps et âme dans ces études, on donne tout. Mais là, c'est plus du tout égalitaire. Internet, je ne l'ai qu'une fois sur deux, même le réseau est saturé ! »

Alice Baguier, installée à Sarcelles (Val-d'Oise), a été obligée de se faire prêter un ordinateur : « Je me suis tué les yeux à lire les annales sur mon téléphone, relate-t-elle. C'est une catastrophe, j'ai complètement arrêté de travailler alors que j'étais classée dans le numerus clausus au premier semestre. » Alex (son prénom a été modifié) lance « un appel au secours ». Redoublant comme Alice, il

est inscrit à Paris-XIII, sur le campus de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Il rêve de devenir orthodontiste. « On nous empêche de nous rétracter d'un contrat dont les clauses ont été changées », résume l'étudiant, qui vit à Rosny-sous-Bois avec ses cinq plus jeunes frères et sœurs et ses deux parents. Comme pour tant d'autres camarades, la BU représentait sa bouée de survie : « On est deux enfants par chambre. Je mets des boules Quiès et un casque par-dessus, imaginez-vous le dispositif. » Sa parade pour grappiller quelques heures de concentration : décaler ses horaires et travailler la nuit quand la saisonnée est couchée.

A l'instar de plus de 2600 personnes, Alex a signé une pétition sur la plateforme Change.org pour demander la suppression du deuxième semestre de Paces et ne prendre en compte que les classements du premier. « Face à des conditions inégales d'apprentissage, les résultats au concours du second semestre ne seront que le reflet du cadre environnemental des candidats », argue le texte, dénonçant un énième « coup de massue » et « deux mois supplémentaires d'acharnement ». Pour la majorité des étudiants interrogés, cette option ne serait pas juste non plus. Ceux qui n'entraient pas dans le numerus

clausus au premier semestre revendiquent le droit à rattraper leur retard.

« Les conditions sont les mêmes pour tous les étudiants, je ne pense pas qu'il y ait rupture d'équité, assume de son côté Patrice Diot, président de la Conférence des doyens de médecine. Je ne vois pas comment on pourrait tenir compte des situations individuelles sans prendre le risque d'autres injustices. Je reconnais que nous sommes dans un mode dégradé, adapté à la crise sanitaire. Mais je n'ai pas de solution à tous les problèmes. »

UNE BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE

Selon une enquête ministérielle publiée en 2015, les études en santé affichent « une surreprésentation des classes favorisées » mais sont aussi « parmi les formations les plus clivées socialement ». Parmi les inscrits en première année, un enfant de cadre a deux fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier d'intégrer une deuxième année, cet écart s'élevant à 2,5 pour les études de médecine. Le confinement du printemps 2020 cristallise de telles inégalités – d'autant plus face à un concours qui, pour beaucoup, « se joue à rien ». Ce « rien » n'est pourtant pas anodin. « C'est énervant de perdre du temps pour faire les courses », peste Yasmina, 18 ans, primante à Marseille, confinée seule dans sa chambre du Crous (9 m²), quand d'autres sont nourris, logés, blanchis, dorlotés par leurs parents.

Pour pallier les disparités de situations, les tutorats des facultés ont mis les bouchées doubles depuis la mi-mars. Face aux organismes privés de préparation aux concours (les « écuries » de médecine), ces associations étudiantes accompagnent à

l'année les jeunes en Paces, avec l'ambition de rétablir une égalité des chances. « Notre planning est bien plus chargé qu'avant le confinement », note Léa Chevreux, présidente du tutorat associatif marseillais, elle-même étudiante en troisième année de médecine.

Dans un tel contexte, primants et doublants ne subissent pas le même stress. Juliette Hode, étudiante sur le site de Nîmes de l'université de Montpellier, sait déjà qu'elle devra faire une deuxième première année. Confinée chez ses parents dans une maison avec jardin, dans le village de Cadenet (Vaucluse), elle s'autorise de vraies pauses pour faire du sport. A l'inverse, Lucas, redoublant à Besançon, enrage de perdre l'avance qu'il avait gagnée dans cette compétition. « Avec le report du concours, les primants ont eu le temps de nous rattraper. On n'a plus de contacts avec les autres étudiants : je surestime leur travail et je sous-estime le mien. On ne peut plus savoir qui est encore en course ! » Pour se motiver, il se rend régulièrement à la BU virtuelle, imaginée par le tutorat santé de sa faculté. Ouverte du lundi au samedi de 8 heures à 20 heures (sans oublier les nocturnes jusqu'à 23 heures les mardis et jeudis), elle permet, via l'application Zoom, d'apercevoir d'autres visages enfouis dans des bouquins.

Car, si tout le monde n'est pas dans le même bateau, les valeureux Paces font, la tête dans le guidon, dans la même direction. Admiratifs de leurs aînés qui sont au front. « Cette crise sanitaire me fascine, confie Ranim Ghdiri, étudiante à Lyon. Cela me fait aimer encore plus le métier que j'ai choisi. »

LÉA IRIBARNEGARY

« ON NOUS EMPÊCHE DE NOUS RÉTRACTER D'UN CONTRAT DONT LES CLAUSES ONT ÉTÉ CHANGÉES »

ALEX
redoublant à Bobigny



Repenser la notion de savoirs

PUBLICITÉ

L'Expérience EM Normandie, c'est une vision globale tournée vers un seul objectif : donner les moyens à ses étudiants d'être acteurs de leur épanouissement personnel et professionnel. À travers le Parcours Carrière, dispositif d'accompagnement réflexif unique à l'École, ils apprennent à prendre conscience de leurs talents, des valeurs qui les animent et de leur montée en compétence tout au long de leur parcours.

Des cours différents, une pédagogie innovante

Les étudiants qui choisissent l'EM Normandie optent pour une version différenciante de l'acquisition de connaissances. En mobilisant à la fois des savoirs fondamentaux (marketing, finance, droit...) essentiels à tous les étudiants en gestion et des connaissances électives (psychologie, éthique, histoire...) pour se spécialiser sur des matières distinctives, les futurs diplômés de l'École se construisent un parcours qui leur ressemble et développent leur attractivité. Au cours de ce processus d'apprentissage, ils apprennent à maîtriser le savoir-faire comportemental essentiel pour prendre des initiatives, avoir des idées et les exprimer efficacement tout en adoptant le recul nécessaire pour travailler en équipe en respectant le rôle de chacun.

Une ouverture internationale

Améliorer son niveau d'anglais en partant en Amérique du Nord, découvrir d'autres manières de penser aux portes de l'Europe, s'immerger dans une culture insolite en Asie... Vivre une expérience à l'international est un choix fondateur dans une vie, une chance à saisir et une opportunité que l'EM Normandie offre à ses étudiants. En suivant le Programme Grande École, ils peuvent effectuer jusqu'à cinq années d'études à l'étranger sur les campus de Dublin, d'Oxford ou dans l'une des 200 universités partenaires de l'EM Normandie. Il ne leur reste plus qu'à choisir !

S'investir dans ses passions

Posséder un savoir, c'est bien. L'utiliser dans des projets qui ont du sens, c'est encore mieux. Avec la vie associative à l'EM Normandie, les étudiants ont la liberté de s'impliquer dans des sujets qui les passionnent. Lors des années précédentes, les étudiants de l'École ont notamment participé à la construction d'une école au Pérou, se sont engagés pour la planète en faisant évoluer les habitudes du quotidien des campus et organisé de nombreux événements sportifs et sociaux à travers leurs associations.

Une professionnalisation continue

Choisir et vivre des expériences professionnalisantes et complémentaires est le meilleur moyen de faciliter son intégration dans le monde du travail. En proposant un mélange de périodes de stages obligatoires, cas concrets et missions d'entreprises, l'EM Normandie permet à ses étudiants de trouver leur voie et de se préparer pour le job de leurs rêves. Pour ceux souhaitant acquérir encore plus d'expérience, la filière alternance de l'École est la référence des écoles de commerce pour décrocher un emploi avant même l'obtention du diplôme.

Préparer l'avenir

Pour apprendre à construire aujourd'hui sans hypothéquer demain, des modules dédiés au développement durable, à la RSE et au management des technologies sont désormais inclus dans

chacun des programmes de l'École. Grâce à des cours sur l'économie alternative et appliquée, l'entrepreneuriat social et solidaire ou les outils digitaux, les étudiants se forment pour anticiper les défis du quotidien, développer une ouverture sociétale et anticiper les évolutions du monde de l'entreprise. Pour les étudiants souhaitant s'orienter vers des métiers liés au conseil, le nouveau Track Strategy and Consulting leur permet, en seulement deux ans, de devenir des experts dans ce domaine et de jouer un rôle majeur dans la construction de l'entreprise de demain.

Sans oublier le Bachelor

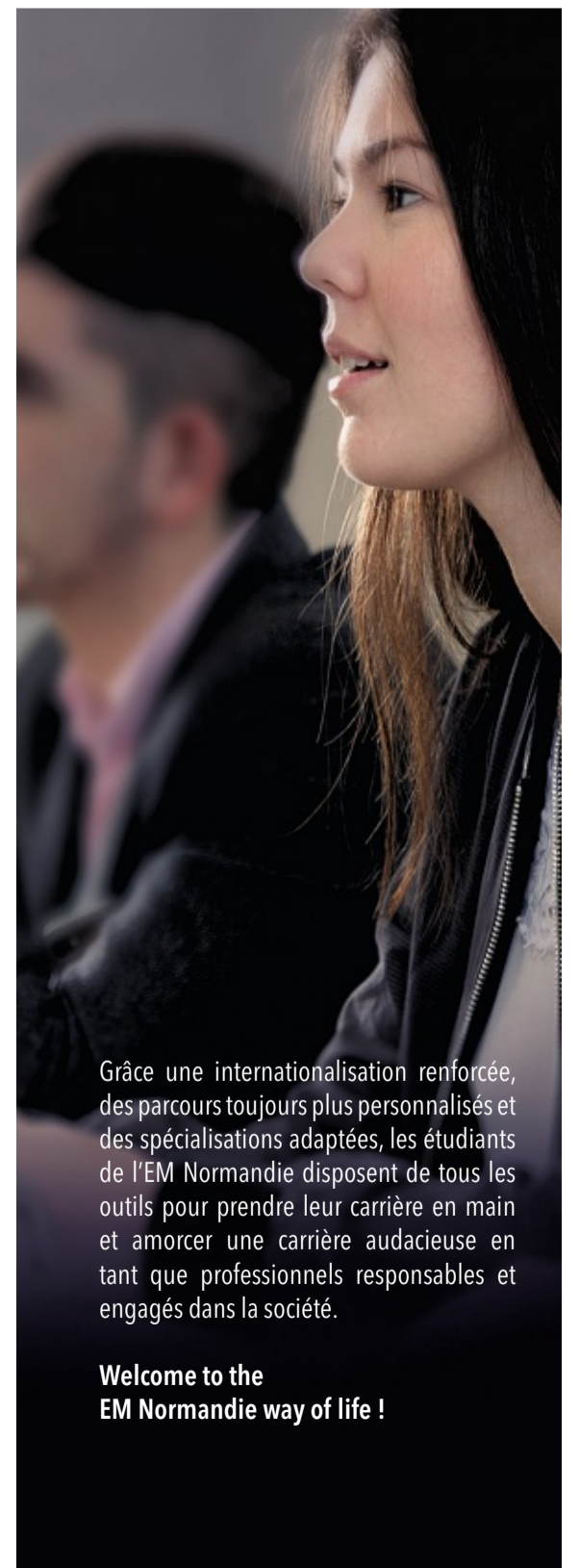
Voie rapide vers l'emploi, le Bachelor Management International EM Normandie évolue également en permettant de suivre l'intégralité de son cursus en anglais, sur le campus du Havre, dans une promotion d'étudiants venus du monde entier. Enfin, la filière alternance ouvre ses portes sur le campus de Paris pour que les futurs EMiens puissent tirer profit de ses formidables opportunités professionnelles.

Pour en savoir plus :

www.em-normandie.com

Grâce à une internationalisation renforcée, des parcours toujours plus personnalisés et des spécialisations adaptées, les étudiants de l'EM Normandie disposent de tous les outils pour prendre leur carrière en main et amorcer une carrière audacieuse en tant que professionnels responsables et engagés dans la société.

Welcome to the
EM Normandie way of life !



GRANDES ÉCOLES : SÉLECTION INÉDITE

Tous les établissements, sauf Polytechnique, ont dû annuler leurs oraux, au grand dam des candidats. Une première

Chaque année, les grandes écoles sélectionnent leurs étudiants des classes préparatoires au moyen d'un dispositif bien rodé, à base d'épreuves écrites communes et d'épreuves orales individuelles organisées dans chaque établissement. En ce printemps 2020, marqué par le Covid-19, ce rituel est bouleversé. Non seulement les écrits ont été reportés de plusieurs semaines – ils se dérouleront entre la fin juin et le début du mois de juillet –, mais les oraux n'auront tout simplement pas lieu.

« La décision n'a pas été facile à prendre, affirme Alice Guillon, qui préside le Chapitre des écoles de management de la Conférence des grandes écoles. Mais à contexte exceptionnel, mesures exceptionnelles. » « Obliger des candidats stressés à faire le tour de France des écoles en plein été n'était pas raisonnable », argumente le directeur d'ESCP Business School, Frank Bournois.

Du côté des élèves, « c'est une immense déception », se désolé

Robins, en prépa économique et commerciale à Montpellier. Comme plusieurs de ses camarades, il comptait sur les oraux pour « remonter des places » et se faire une idée de l'ambiance de chaque école en s'y rendant pour passer les oraux. « Les langues, dans lesquelles je suis à l'aise, représentent un gros coefficient, notamment à l'Edhec. Et j'avais bien préparé l'entretien de personnalité où je comptais mettre en avant mon expérience associative... »

« CHOC » DES ENSEIGNANTS Laura, au lycée Voltaire d'Orléans, est frustrée à l'idée de ne pas pouvoir se confronter à cette épreuve orale et mettre en pratique les techniques d'affirmation de soi qu'elle avait acquises au cours des séances d'entraînement. Sacha, qui redoublait sa deuxième année de « maths-spé », comptait capitaliser sur cette année de prépa supplémentaire pour décrocher de meilleures notes que les autres candidats à l'oral, et intégrer Saint-Cyr ou l'École navale. « Franchement, c'est pas de bol ! », regrette-t-il.

Parmi les enseignants de prépas, qui préparent depuis deux ans leurs élèves à ces épreuves, « c'est le choc », résume Alain Joyeux, président de l'Association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales. « Même si elle est frustrante, c'était la meilleure décision », estime le président de l'Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques, Mickaël Prost.

Seule Polytechnique, en raison de son petit nombre d'admissibles, sera en mesure d'organiser des oraux, dans le calendrier ministériel imparti. Resserrés autour des maths et de la physique, et groupés sur une journée maximum, les épreuves se dérouleront la deuxième quinzaine de juillet, dans les locaux de Palaiseau (Essonne).

CARTES REBATTUES L'école a beaucoup insisté pour maintenir ces oraux. Notamment parce qu'ils permettent « d'évaluer d'autres compétences et d'apporter de la diversité, en particulier de genre », justifie le directeur de l'enseignement et de la recherche de l'X, Yves Laszlo. Ainsi, au concours 2019, les jeunes femmes représentaient 13 % des admissibles de la filière maths-physique. Mais elles comptaient pour 19 % des admises. « Nous avons observé que les filles réussissent moins bien aux épreuves d'entrée de certaines formations scientifiques très sélectives comme Polytechnique ou les ENS [Ecoles normales supérieures], et ce pour des raisons qu'on n'explique pas clairement, commente la sociologue

Marianne Blanchard. En revanche, celles qui franchissent cette barrière, sans doute parce que ce sont les plus adaptées aux exigences, s'en sortent proportionnellement mieux aux oraux. »

Mais il est certain que la suppression des oraux, partout ailleurs, aura une conséquence : les candidats ne seront pas sélectionnés sur les *soft skills*, ces compétences humaines évaluées lors des oraux. Ces entretiens sont en effet l'occasion, pour les jurys, d'apprécier la réactivité du candidat, sa capacité à établir un dialogue avec l'examinateur, à argumenter ou à soutenir un point de vue... Autant de qualités fondamentales pour ces futurs cadres amenés à piloter des équipes. « Savoir argumenter est aussi important que la résolution d'une équation différentielle », insiste Jacques Fayolle, président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs.

C'est aussi l'occasion de rebattre les cartes pour une partie des candidats. « Chaque année, j'ai plusieurs étudiants qui parviennent, grâce à d'excellentes performances à l'oral, à compenser des résultats moyens à l'écrit, et à remonter plusieurs centaines de places... », remarque Alain Joyeux, enseignant en prépa. Et inversement, d'autres, moins à l'aise ou stressés, craquent et dégringolent.

« Les étudiants bons à l'écrit et moins bons à l'oral auront cette année de meilleures écoles, et inversement », résume Jean-François Hauguel, directeur d'ISC Paris et président du Système d'intégration aux grandes écoles de management. Résultat : les écoles les mieux classées « risquent de se retrouver avec un public plus académique », estime Laurent Champaney, de la Conférence des grandes écoles.

« A charge pour nous d'aider les étudiants à acquérir ces *soft skills* que nous n'aurons pas pu évaluer, l'idée étant qu'à la sortie, les entreprises ne voient pas la différence avec d'autres promos recrutées avec un oral », indique Julien Manteau, directeur de la stratégie et du développement d'HEC. Pour tenter de mieux prendre en

LES ORAUX ÉTAIENT AUSSI L'OCCASION POUR LES CANDIDATS D'APPRÉCIER L'AMBIANCE DES ÉCOLES AVANT DE FAIRE LEUR CHOIX

compte les *soft skills*, les banques de concours d'écoles d'ingénieurs envisagent de modifier légèrement les coefficients de l'écrit, en accordant davantage de poids aux français. Les business schools, elles, ont préféré ne toucher à rien afin d'éviter de déstabiliser les étudiants.

L'impossibilité de se rendre physiquement dans les écoles pour passer les oraux pourrait également jouer sur les vœux d'affectation des étudiants. En particulier dans les écoles de commerce, où les oraux d'admission sont devenus une institution. Ces établissements privés se parent alors de leurs plus beaux atours pour tenter de séduire les élèves de prépa en vadrouille dans plusieurs écoles, et dont les choix restent pour beaucoup dictés par les classements.

UNE EXPÉRIENCE FESTIVE

Des groupes d'étudiants « admissibles », tels qu'ils se dénomment eux-mêmes, formés et habillés aux couleurs de l'école, sont chargés d'aiguiller les candidats qui passent les oraux, mais aussi de leur faire découvrir le site et de les divertir le temps d'une journée. Une expérience festive et humaine, très attendue par les étudiants : « C'est l'occasion de saisir l'ambiance, l'esprit de l'école et de préciser ses vœux », apprécie Robins. Le ressenti de l'étudiant le jour de ses oraux pèse de plus en plus dans les choix d'écoles, observe le professeur de prépa Alain Joyeux. « Avant, un étudiant de prépa admis dans plusieurs écoles de commerce ne se posait

pas de questions : il allait dans la meilleure. Depuis quatre-cinq ans, les étudiants sont très sensibles à la manière dont ils sont reçus et n'hésitent pas à s'affranchir des classements. Ce qui risque d'être moins le cas cette année... »

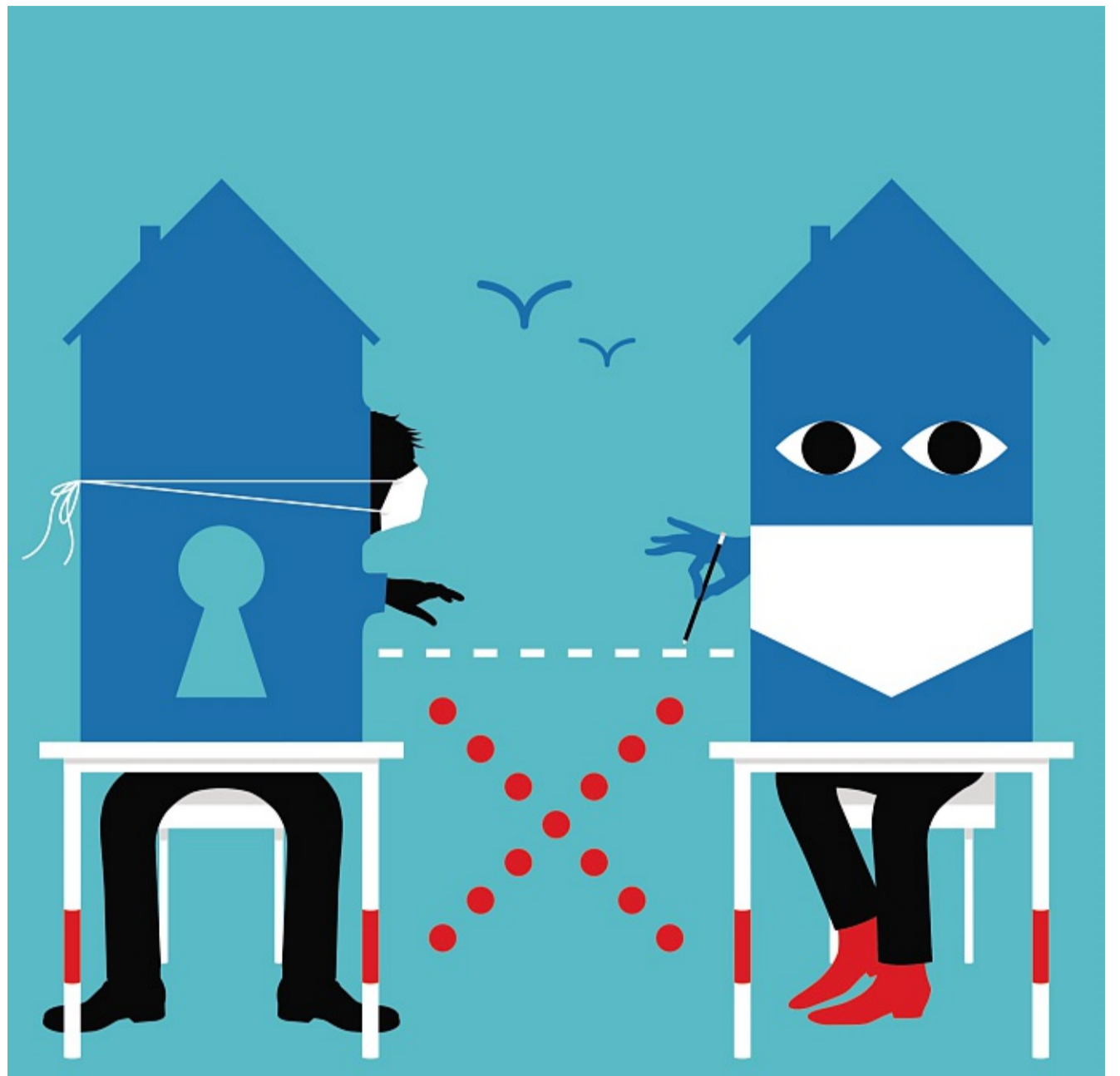
Même en l'absence d'oraux, les très bonnes écoles n'auront pas de mal à remplir. En revanche, les écoles de milieu et de fin de tableau, qui comptent sur cette opération séduction pour tirer leur épingle du jeu, pourraient en pâtir. Pour tenter d'inverser la donne, elles n'ont pas ménagé leurs efforts : miniséries décalées, « webinaires », journées portes virtuelles et même un Facebook Live, le 7 juin, à Burgundy School of Business, avec discours du directeur, présentation des programmes, ateliers détente avec les étudiants, et un DJ...

« MICRO-INCERTITUDES »

Objectif : conserver le lien avec les candidats et tenter de « susciter l'effet coup de cœur, à distance, en recréant un dialogue avec des étudiants qui connaissent bien l'école », résume le directeur général de Rennes School of Business, Thomas Froehlicher. Des initiatives, qui « permettront aux candidats de découvrir les spécificités des écoles et de ne pas s'en remettre qu'aux classements ! », veut croire Jean-François Hauguel.

Autant de « micro-incertitudes qui pourraient avoir un impact sur la répartition finale des étudiants dans les écoles », observe Marianne Blanchard. Claude-Gilles Dussap, président du comité de pilotage du Service de concours écoles d'ingénieurs, en minimise le bouleversement. Le nombre de places ouvertes aux concours restant identique, la plupart des candidats devraient, comme les années passées, avoir une proposition d'intégration dans au moins une école. « De manière individuelle, on ne peut pas promettre que la répartition soit exactement la même. Un élève pourra dire : "Si j'avais eu un oral, j'aurais pu intégrer telle école" mais macroscopiquement, l'effet sur le classement global sera marginal. » ●

CÉCILE PELTIER



STÉPHANE KIEHL

prép'art | La prépa privée aux écoles d'art publiques

Préparez en un an les concours des grandes écoles d'Art, de Design et de Cinéma

+90% de réussite aux concours



INSCRIPTIONS RENTREE 2020

Paris
23 passage de Ménilmontant
75011 Paris
01 47 00 06 56

Toulouse
51 rue Bayard
31000 Toulouse
05 34 40 60 20

prepart.fr

37000

C'est le nombre d'élèves de prépa scientifique ou commerciale inscrits aux concours des grandes écoles cette année. Les écoles d'ingénieurs offrent 17 000 places (pour 27 000 candidats), et les écoles de management 7 800 (pour 10 000 candidats)

De futurs professeurs recrutés sans épreuves orales

Certains candidats aux concours de l'enseignement seront admis dès les écrits

Marion (son prénom a été changé) se rappellera longtemps la date du 17 mars 2020. Le premier jour du confinement en France devait aussi être celui de la première épreuve écrite de l'agrégation de philosophie, que l'étudiante prépare depuis un an. Dimanche 15 mars, elle a reçu ce message laconique : « Les concours des trois prochaines semaines sont reportés en raison de l'épidémie de Covid-19. » S'ensuivit un mois de silence. « Ça été très compliqué de trouver du sens sans savoir si on travaillait encore pour quelque chose », reconnaît la jeune femme de 26 ans, qui est allée se confiner chez un ami après la fermeture de son internat, loin de chez elle, pour un temps indéfini et un concours devenu hypothétique.

Le ministère de l'éducation nationale a mis fin à cette angoissante attente le 15 avril : le concours est maintenu pour les 256 377 candidats aux concours de l'enseignement, dont 128 217 à ceux de l'enseignement secondaire (capes, capes, capet, agrégation...). Le nombre de postes ouverts ne change pas, et les épreuves devraient se tenir « entre le 15 juin et le 21 juillet » (mais pas avant septembre pour les oraux du concours interne).

Deux règles sont établies. Ceux qui ont passé et réussi les écrits avant le confinement passeront l'épreuve orale, de préférence en visioconférence. Les autres s'arrêteront aux écrits : c'est le cas de la moitié des candidats aux concours du secondaire. Ces écrits feront office d'épreuves d'admission pour devenir enseignant stagiaire en septembre (à mi-temps en classe, à mi-temps en formation). Pour ces jeunes, la procédure

de titularisation sera renforcée, notamment grâce à un oral exceptionnel à l'issue de l'année de stage.

De l'avis de chacun, le constat a beau être amer, il est implacable : la situation ne laissait pas d'autre choix. Cette annonce a cependant engendré de nombreuses questions. Dans quelles conditions auront lieu les épreuves écrites ? En quoi consistera l'oral exceptionnel à la fin de l'année de stage pour ceux qui n'auront passé que l'écrit ? Sera-t-il aussi sélectif que l'oral des concours ? Si oui, que deviendront les candidats renvoyés au bout d'un an (ce qui est habituellement très rare), et comment combler les postes vacants ? Sinon, comment les accompagner et s'assurer qu'il n'y a pas eu plus d'erreurs de recrutement que d'habitude ? Les précisions manquent en habit.

CRAINTE DE « L'ANNÉE BLANCHE »

La décision n'en constitue pas moins un soulagement. « Ces concours doivent avoir lieu, sinon il manquera l'équivalent de 5 000 postes à temps plein à la rentrée dans le secondaire », rappelle Alain Billate, responsable des questions de formation au SNES-FSU, premier syndicat dans le second degré. Sans compter que les candidats, qui préparent ces concours très exigeants depuis au moins un an, craignent « l'année blanche », sans être certains d'avoir les moyens de recommencer ; notamment les boursiers, qui s'inquiètent aussi des épreuves en juillet qui les empêcheront de trouver un travail durant la moitié de l'été. Mais « si l'épidémie repart, les décisions peuvent-elles changer ? », s'interroge Marion. « J'ignore comment je vais rester motivée malgré l'incertitude. »

Leur préparation a été bouleversée par le confinement. Si les candidats devaient être prêts pour les écrits en mars, ce n'est pas le cas pour les oraux, généralement préparés dans un second temps. Pour les quelques milliers de candidats aux concours externes du secondaire qui les passeront, impossible de s'entraîner dans les conditions des épreuves, ou d'avoir accès aux bibliothèques, toutes fermées. « Nous nous sommes adaptés pour leur proposer des alternatives en visioconférence, mais ce sont des pis-aller », reconnaît Alex Esbelin, responsable de formation à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé) Clermont-Auvergne.

Les inquiétudes se focalisent toutefois sur les plus de 163 000 candidats qui ne passeront que des écrits, dont plus de 60 000 pour les concours du secondaire. « Je m'attendais à tout sauf à l'annulation des oraux », déplore Pauline, 22 ans, candidate au capes de mathématiques. « Ce sont des épreuves très spécifiques, je ne préparais que ça depuis un mois, je misais beaucoup dessus. J'ai travaillé pour rien et perdu du temps. » Un temps précieux, car, faute d'oral, les écrits seront deux fois plus sélectifs.

« NOUS RISQUONS DE VOIR PLUS DE JEUNES PROFS EN DIFFICULTÉ QUE D'HABITUDE DEVANT LES CLASSES »

ALAIN FRUGIÈRE
président du capes de SVT

Mais plus sélectif ne signifie pas forcément plus pertinent. Les candidats redoutent d'être recalés à l'écrit alors qu'ils auraient pu atteindre les oraux en temps normal, et que « c'est là qu'on montre qu'on peut être un bon prof ». Les jurys redoutent, eux, l'erreur de recrutement. Une crainte d'autant plus vive que la rentrée de septembre s'annonce délicate, face à des élèves qui auront, pour la plupart, passé trois mois loin des écoles l'année précédente et que les enseignants seront chargés d'accompagner.

CAPACITÉ À « FAIRE COURS »

« Il y a des compétences qu'on ne peut évaluer qu'à l'oral », explique Alain Frugière, président du jury du capes de sciences de la vie et de la Terre (SVT) et vice-président du réseau Inspé. Comme la capacité à s'exprimer en public, à « faire cours », ou les compétences pédagogiques. Des éléments dont les écrits ne disent rien, ou presque, et pourtant fondamentaux pour sélectionner des enseignants.

« Il y a des gros ratés à l'oral, y compris de gens qui n'ont pas un bon niveau académique alors qu'ils ont réussi les écrits », assure une présidente de jury de capes, qui souhaite rester anonyme. Selon le jury du capes d'histoire-géographie, 27,9 % des candidats recalés aux oraux dans cette matière en 2019 auraient été admis si seuls les écrits avaient compté, et plus d'un quart des admis ne l'auraient pas été.

L'absence d'oral est déplorée dans toutes les disciplines. Si beaucoup en prennent acte, insistant surtout sur le fait que cela devra rester exceptionnel, d'autres la dénoncent. « Certains candidats ne s'expriment pas correctement à l'oral, soit en anglais, soit en français, car certains

sont étrangers... On ne peut pas les recruter sans avoir entendu le son de leur voix, ensuite ce sont les élèves qui essuient les plâtres, et ces gens sont embauchés pour quarante-cinq ans ! », s'emporte un membre du jury du capes d'anglais.

Au capes d'histoire-géographie, une lettre ouverte du jury demande au ministère de repousser l'admission d'un an et d'organiser les oraux du concours en juin 2021. Dans cette matière, on craint le candidat inadapté dans une discipline censée aborder des « questions socialement vives » avec des adolescents. Selon un membre du jury, « c'est à l'oral que nous apprécions le recul du candidat sur les faits historiques, sur le monde qui l'entoure, sa capacité à les enseigner de manière éthique. Nous ne pouvons pas laisser des gens qui n'ont pas le niveau, ou qui tiennent des propos dangereux – nous en voyons chaque année – devant des élèves. » Sans le filtre de l'oral, « nous risquons de voir plus de jeunes profs en difficulté que d'habitude devant les classes », prédit Alain Frugière. Il faudra muscler leur accompagnement, adapter nos formations. »

Ces aléas auront-ils raison de la volonté des candidats ? Cette entrée atypique dans le métier occupe déjà un coin de certains esprits. « Il faudra s'adapter pour rattraper le confinement, reprendre les programmes... », s'inquiète Chloé, candidate en histoire-géographie. « On a vu les difficultés des élèves avec le confinement, et l'importance de la présence de l'enseignant, estime pour sa part Sana, qui passe le capes d'espagnol. J'ai encore plus envie de réussir et d'être à leurs côtés, d'avoir cette mission de les former. » Dans quelles conditions ? Personne ne le sait encore. ●

ÉLÉA POMMIERS

**SI VOUS VOUS
CHERCHEZ,
VOUS RISQUEZ
DE VOUS
TROUVER.
SURTOUT
CHEZ NOUS.**

**IL EST TEMPS
D'ÊTRE
SOI-MÊME.**

À l'EM Strasbourg, nous avons la conviction que vous aurez plus de chances de vous trouver chez nous plutôt qu'ailleurs... Et encore plus si vous avez besoin de révéler des talents bien cachés.

Distinguez-vous en étant vous-même. **be distinctive'**



Blandine Jousset, étudiante externe en médecine, travaille en renfort dans un Ehpad, en région parisienne. JULIEN DANIEL/MYOP/POUR « LE MONDE »

MOBILISÉS PAR L'ÉPIDÉMIE

ÉTUDIANTS EN SANTÉ SUR LE FRONT: UNE EXPÉRIENCE INITIATIQUE

Pour les étudiants en médecine ou en écoles d'infirmiers venus en renfort dans les hôpitaux ou les Ehpad, l'épidémie de Covid-19 a été aussi éprouvante que formatrice

La vague, Marc Astrié, 24 ans, l'a vue se former « progressivement », d'abord au loin, comme la menace d'un tsunami, avant de la prendre de plein fouet. Fin février, le jeune interne est en stage au service de réanimation du CHU de Strasbourg quand l'épidémie de Covid-19 commence à flamber en France. Il ne le sait alors pas encore, mais son service sera l'un des premiers touchés dans l'Hexagone par cette pandémie sans précédent, à laquelle sa région, le Grand-Est, paiera un lourd tribut.

Les cas arrivent d'abord au « compte-gouttes » et, avec eux, la mise en place de nombreuses protections pour éviter toute contamination : surblouse, masque, gants, lunettes... « Cela a engendré, dès le début, de la fatigue et de la pression, car l'habillage et le déshabillage doivent être très précis et répétés à chaque visite de patient », témoigne Marc Astrié. Les premiers jours, internes et externes en médecine sont préservés, explique-t-il. Ce sont principalement les seniors qui, dans son service, ont pris en charge les malades du Covid-19, notamment lors des intubations.

« Mais, très vite, cela a été l'explosion, se souvient l'interne strasbourgeois. Les chefs

ne pouvaient plus se permettre de se passer de nous. Tout s'est accéléré : les gardes ont été doublées, la charge de travail renforcée. » Alors que même les plus chevronnés des soignants redoutent ce saut dans l'inconnu, face à une maladie dont on ne connaît encore rien, Marc Astrié monte soudain en première ligne, comme des milliers d'autres étudiants en santé partout en France.

Des soins médicaux ou infirmiers à la régulation du SAMU, en passant par le brancardage et le nettoyage... près de 100 000 futurs médecins viennent en renfort face à l'épidémie, selon la Conférence des doyens de médecine, auxquels s'ajoutent quelque 60 000 étudiants infirmiers estimés par la Fédération nationale des étudiants en soins infir-

100 000

C'est le nombre d'étudiants en médecine (externes et internes) mobilisés dans les structures hospitalières ou les Ehpad pour faire face à l'épidémie, auxquels se sont ajoutés 60 000 étudiants infirmiers.

miers (Fnesi). Une « mobilisation exceptionnelle et très spontanée », salue Jean Sibilla, doyen de la faculté de médecine de Strasbourg : « Ils ont été nombreux à se porter volontaires très tôt dans les réserves sanitaires qui se sont formées. Répartis dans les services selon leur expérience, ils ont été accueillis avec soulagement par les soignants. Une vraie abnégation face à une crise d'une intensité sans précédent, pour ces jeunes qui ont été confrontés à une grande mortalité, comme ils n'en avaient jusque-là jamais fait l'expérience. »

Pour ceux qui se sont rendus en réanimation, il a parfois fallu encaisser le choc, face aux tubes et aux corps inertes. « Mes premières gardes ont été très impressionnantes : je n'avais jamais vu de personnes intubées, ni avec une saturation aussi basse », se remémore Emma (son prénom a été modifié), étudiante infirmière de 22 ans en Auvergne-Rhône-Alpes.

« REMPLIR UN TONNEAU PERCÉ »

Puis il y a le roulement infernal des patients, dont la chambre, sitôt vidée, est presque immédiatement occupée à nouveau. « Notre service était dédié aux patients Covid les plus graves. Dès qu'on avait réussi à les stabiliser, ils étaient transférés dans une autre unité et immédiatement remplacés », raconte Aloïs Grivet, 22 ans, externe en stage de réanimation à l'hôpital Georges-Pompidou à Paris. « Le premier mois, on n'a pas vu un seul patient être extubé. Ils laissaient trop vite leur place à d'autres patients au pronostic vital très engagé. C'était comme remplir un tonneau percé », ajoute le jeune homme, « soulagé » de pouvoir à nouveau suivre le rétablissement de ses patients, avec la diminution progressive des flux de malades.

Face à ces hôpitaux qui débordent et à cette maladie peu connue, beaucoup de jeunes ont eu la sensation d'être « démunis », comme Audrey Musanda, en troisième année d'internat de médecine à l'université de Strasbourg. Elle s'est portée volontaire aux urgences de

Sélestat, dans le Bas-Rhin. « Ne pas avoir toutes les réponses face à la maladie, cela questionne forcément sur le métier auquel on se destine. C'est un sentiment qu'on a de temps à autre en médecine mais, dans de telles proportions, c'était dur à porter », admet-elle.

Dans les services les plus touchés, la charge émotionnelle est lourde, notamment lorsqu'il s'agit de contacter les familles, privées de se rendre au chevet de leur proche. « Nous leur donnons des nouvelles quotidiennement par téléphone : cela nous lie, explique le jeune Marc Astrié. Quand j'ai le temps, je vais dans la chambre avec un téléphone mis sur haut-parleur, pour que les patients puissent entendre la voix de leur époux, de leur fils. On est immiscé dans leur intimité et, quand l'évolution est défavorable, cela nous affecte d'autant plus. »

Le contact direct avec la mort, dans des proportions considérables, est difficile à gérer pour ces jeunes d'à peine plus de 20 ans. Des cellules psychologiques ont été créées dans les hôpitaux et les facultés pour accompagner les étudiants. Une population déjà fragile : 27 % des jeunes médecins présentaient des symptômes dépressifs dans une enquête de 2017.

D'autant plus que, dans ce long marathon, l'épuisement physique et moral est apparu. « La charge de travail était continue et sa fin incertaine : on n'en voyait pas le bout, insiste Ferhat Meziani, chef du service de médecine intensive et réanimation du CHU de Strasbourg. Les jeunes internes étaient sur les rotules, et parfois choqués par les cas graves qu'ils rencontraient. Nous, soignants titulaires, avons aussi laissé nos faiblesses apparaître. Voir des seniors exprimer leur stress a pu être déstabilisant pour eux. »

De nombreux étudiants sont également allés prêter main-forte dans les Ehpad, en manque criant de personnel pour faire face à l'épidémie. Blandine Jousset, externe en médecine de 22 ans, s'est détachée à mi-temps de son stage de neurologie pour

« NE PAS AVOIR TOUTES LES RÉPONSES SUR LA MALADIE, CELA QUESTIONNE FORCÉMENT SUR LE MÉTIER AUQUEL ON SE DESTINE »

AUDREY MUSANDA interne en médecine à Strasbourg

remplir le rôle d'infirmière dans un établissement de la région parisienne. Malgré la maigre formation d'une demi-journée qu'on lui dispense alors, elle se rend volontaire sans appréhension : elle a déjà officié comme aide-soignante trois étés de suite et veut être utile.

Quand Blandine arrive dans l'Ehpad, en avril, quinze résidents sur la centaine que compte l'établissement ont déjà été emportés par la maladie. Il y règne une atmosphère de fin du monde, entre la tristesse du personnel et la résignation des résidents qui, confinés dans leur chambre et privés des repas communautaires, se laissent lentement glisser et cessent de s'alimenter. Tous les matins, les masques sont rationnés, et sont parfois de mauvaise qualité. En manque de surblouses, les infirmières craignent de transporter des germes de chambre en chambre.

« Nos résidents, atteints de démence ou d'Alzheimer, cherchent de l'affection, ils viennent faire des bisous sur les mains : on est obligés de les repousser, avec beaucoup de douleur, raconte Blandine Jousset. La situation d'isolement, surtout, est très dure à imposer. Certains vivent mal le fait d'être enfermés et tentent de s'enfuir. Il faut trouver des stratagèmes, courir vers la sortie, enlever les poignées... Il arrive que le résident, ne comprenant pas la situation, nous supplie derrière la porte. On a le sentiment de les maltraiter, malgré nous. »

A l'Ehpad, le lien avec les soignés est tout autre qu'à l'hôpital : ce ne sont pas des patients, mais des résidents, dans leur cadre de vie. « On sort de la blouse blanche, et une autre relation humaine se tisse. C'était très nouveau pour moi », analyse l'externe en médecine. Le rapport à la mort en est aussi changé. L'étudiante, qui avait pourtant déjà connu des décès lors de ses stages, assiste pour la première fois à la mise en housse des défunts, dans des chambres où des photographies, affichées au mur, retracent leur vie.

VOCATIONS CONFIRMÉES

« Cela a été dur, mais j'ai énormément appris de cette expérience d'infirmière. Plus tard, en tant que médecin, ce sera essentiel pour mieux comprendre le métier de celles qui sont le premier contact avec le patient », estime Blandine Jousset. Les étudiants, amenés à mener diverses tâches durant cette période, en ressortiront forts de cet aspect pluridisciplinaire, juge le doyen Jean Sibilia : « C'est extrêmement salutaire, car les métiers du soin fonctionnent encore trop en silos. »

Pour tous les jeunes contactés par *Le Monde*, cette mobilisation au cœur de la crise a fortement confirmé leur vocation de futurs soignants. « Les études de médecine apportent beaucoup de doute, car elles sont longues, et qu'on s'en prend plein la figure, juge Blandine Jousset. Mais là, j'ai vraiment été confortée dans mon choix. J'ai vu que je pouvais être utile au contact des patients. »

D'autant que, si l'aspect monopathologique de l'épidémie n'a pas permis de consolider beaucoup de connaissances techniques, l'immersion dans un hôpital en pleine réorganisation a été un moment de formation particulier. « J'y ai beaucoup appris sur le plan humain et sur la gestion hospitalière. On parle d'équipe médicale : là, on en était vraiment une », estime Marc Astrié. « Il y a eu une cohésion incroyable entre les différents agents hospitaliers, ajoute Audrey Musanda. Cette crise m'a fait grandir. »

La période a cependant apporté davantage d'interrogations que de réponses à l'interne strasbourgeoise. « On a tous répondu présent, mais dans un système de soins défaillant, souligne-t-elle. Dans certains hôpitaux, les blouses fournies se déchiraient, parfois les protections étaient faites avec des sacs-poubelle. C'est comme partir à la guerre avec un couteau. Où les moyens sont-ils mis ? Cela devra faire partie des questionnements post-crise. »

Ces deux mois s'achèvent aussi sur des inquiétudes concernant un retard dans la formation initiale, notamment pour ceux qui remplissent des tâches qui ne sont pas au cœur de leur discipline. « Pas encadrés, mobilisés sur des postes d'aides-soignants... Certains étudiants infirmiers ne se sentent pas avancer dans leur formation. Ils fournissent un travail épuisant, indemnisé à moins de 2 euros de l'heure », regrette Vincent Opitz, vice-président de la Fnesi.

C'est le cas d'Emma, l'étudiante infirmière mobilisée en réanimation : « On est comptés dans le staff d'aides-soignants, sans la possibilité de se former aux gestes infirmiers », témoigne cette jeune femme, en dernière année d'études. Elle s'inquiète de ne pas « être opérationnelle » après le diplôme. Pourtant, il le faudra, rappelle Vincent Opitz : « Quand, en fin de crise, les équipes seront épuisées, ce seront à nouveau les jeunes soignants qu'on appellera à la rescousse. » ●

ALICE RAYBAUD

ÉTUDES SUPÉRIEURES EN APPRENTISSAGE

L'ALTERNANCE STOPPÉE DANS SON ENVOL

Les étudiants qui cherchent à poursuivre des masters en alternance peinent à trouver des contrats pour septembre. Sans mesures d'aides, ils craignent de faire partie d'une génération « sacrifiée »

Tout se présentait bien pour Eva, étudiante à Sup de Pub, une école privée à Bordeaux. A la rentrée, elle devait commencer un contrat d'alternance dans une petite agence d'événementiel à Paris afin d'obtenir, au bout d'un an, son master en communication. Mais le confinement est tombé. Quelques jours plus tard, un message de l'agence a douché tous ses espoirs. « Nous ne savons pas si nous serons en mesure de prendre un alternant, nous n'avons aucune visibilité sur l'avenir », annonçait le mail. Nous reviendrons vers vous. »

Depuis, Eva cherche une alternative malgré « les rares offres ». Confinée à Bordeaux, cette étudiante de 21 ans se dit stressée, et son sommeil est agité : « Mon école coûte 10 000 euros l'année. Sans alternance, je suis perdue. » Contracter un prêt bancaire, prendre une année de césure ou mettre ses études entre parenthèses pour trouver un job alimentaire : Eva envisage toutes les possibilités.

Pourtant l'apprentissage, synonyme d'indépendance économique et de meilleure insertion professionnelle, est devenu un mode d'étude de plus en plus attractif dans l'enseignement supérieur. Ainsi, 166 000 étudiants préparent un diplôme de l'enseignement supérieur en apprentissage, selon le dernier décompte de 2017-2018, alors qu'ils n'étaient que 70 000 en 2005. L'entreprise signe un contrat de travail avec l'étudiant, prend en charge la totalité de ses frais de scolarité et lui verse un salaire selon son âge et son niveau d'étude. Le printemps est traditionnellement le moment-clé où se concluent les contrats pour la rentrée.

Mais la crise économique qui accompagne la pandémie de Covid-19 a précipité les entreprises dans la confusion et rend la recherche de contrats particulièrement compliquée. Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis de France (ANAF) prévoit « une baisse d'au moins 50 000 apprentis à la rentrée prochaine ».

« DANS DEUX ANS, LORSQUE L'ÉCONOMIE REDÉMARRERA, CES ENTREPRISES AURONT BESOIN DE TALENTS QU'ELLES AURONT FORMÉS DÈS AUJOURD'HUI »

CHRISTOPHE MOUYSSET
de Kedge Business School

En effet, l'apprentissage est en lien avec la santé économique d'un pays, explique Alexandre Léné, maître de conférences en économie à l'université de Lille. « En temps de crise, plus il y a de chômage, moins il y a de contrats d'apprentissage signés. Si une entreprise a des incertitudes sur sa pérennité, elle aura tendance à ne pas embaucher du tout ou, au mieux, à recruter des apprentis comme substituts à une main-d'œuvre plus chère, et sans avoir à les garder », ajoute-t-il.

Pourtant, tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne. Les plus touchés restent le tourisme, la culture, l'événementiel, le luxe. Pour son master de commerce international à l'IAE Paris, David cherche dans ce secteur. Il a envoyé 94 CV et n'a obtenu que 12 réponses, toutes négatives. Ce Parisien a poursuivi toute sa scolarité sur ce mode d'études et ne jure que par lui. « Ce n'est jamais facile de trouver ce type de contrat, mais là c'est cent fois pire », souffle-t-il. S'il ne décroche pas d'alternance, David préfère « travailler et reprendre l'année

prochaine ». D'autres restent optimistes, comme Florian, qui recherche un poste en alternance dans le secteur bancaire : « Je pense que mon milieu souffre moins, il faut juste attendre que les entreprises s'organisent. »

Beaucoup de grandes entreprises ont « maintenu leurs objectifs de recrutement et attendent la fin du confinement pour reprendre leurs processus et rencontrer les candidats », tempère Olivier de Lagarde, président du Collège de Paris, un réseau d'établissements qui compte 3000 apprentis. Reste à savoir si cela sera suffisant, et si les PME et TPE seront prêtes à embaucher des alternants. Deux scénarios se présentent : « Soit les entreprises recrutent des alternants à la place de CDD ou CDI, soit, si la crise s'avère plus brutale, les entreprises coupent tous leurs budgets alloués aux recrutements, dont ceux des alternants », analyse-t-il.

A Kedge Business School, on préfère miser sur le premier scénario et faire le pari de doubler le nombre d'apprentis du programme Grande école à la rentrée prochaine. « Dans deux ans, lorsque l'économie va redémarrer, ces entreprises auront besoin de talents qu'elles auront formés dès aujourd'hui », justifie Christophe Mouysset,

directeur des relations entreprises de Kedge. Pour assurer que ses étudiants aient bien une alternance, l'école mise avant tout sur des secteurs qui tirent leur épingle du jeu en pleine crise, comme « les entreprises du digital et des fonctions de support ».

RENFORCER LES PARTENARIATS

Les établissements redoublent d'efforts pour renforcer leurs partenariats et maintenir ce mode d'études, en particulier pour leurs étudiants aux faibles revenus pour lesquels l'alternance est un moyen d'accéder à de grandes écoles sans payer les frais de scolarité. A l'IAE Lyon, au Collège de Paris ou encore à Montpellier Business School, différents dispositifs ont été mis en œuvre : « coaching CV » en ligne, forums emplois « virtuels », accompagnement personnalisé des étudiants, projections d'entreprises...

En soutien aux établissements, l'Association nationale des apprentis du supérieur (l'Anasup), l'ANAF et la Conférence des grandes écoles plaident pour une aide renforcée de l'Etat. D'autant qu'une baisse du nombre d'apprentis aura des conséquences sur les centres de formation

des apprentis, qui sont financés, depuis la nouvelle réforme de l'apprentissage, « au contrat », c'est-à-dire en fonction du nombre d'apprentis qu'ils accueillent. « L'Etat doit soutenir des mesures pour éviter un coup de frein sur l'alternance et sur l'égalité des chances. L'alternance est un enjeu sociétal », affirme Pierre-Emile Ramauger, directeur du développement et relations entreprises à Montpellier Business School.

Deux propositions sont notamment défendues auprès du gouvernement : rallonger la période de trois mois supplémentaires pour signer un contrat (les étudiants inscrits en septembre ont jusqu'au 31 décembre pour trouver une alternance) et élargir l'aide d'Etat au recrutement des apprentis, réservée aux entreprises de moins de 250 salariés. Au cabinet de Muriel Pénicaud, ministre du travail, on promet prochainement un « plan d'appui pour l'apprentissage » dont ces deux propositions restent « des pistes qui ne sont pas écartées ». Enième incertitude qui n'a pas de quoi apaiser les nuits agitées d'Eva, angoissée à l'idée de faire partie d'une « promotion sacrifiée ». ●

RAHMA ADJADI

iSCOM



REJOIGNEZ LE MONDE DE LA COMMUNICATION

#WeAreISCOM
Thomas, 2^{ème} Année - Programme Grande École

PROCÉDURE HORS PARCOURSUP

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE DE BAC À BAC+5

Titre de «Manager de la marque» certifié par l'État Niveau 7

- > Admission 1^{ère} année à bac, bac+1
- > Admission parallèle 3^{ème} année à bac +2
- > Admission parallèle 4^{ème} année à bac +3
- > Admission parallèle 5^{ème} année à bac +4, +5

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE ANGLOPHONE

100% EN ANGLAIS

PROGRAMME BTS COMMUNICATION

DIPLOME D'ÉTAT / en Initial ou en Alternance

- > Admission 1^{ère} année à bac, bac+1

ISCOM PARIS / 4 CITÉ DE LONDRES - 75009 PARIS / 01 55 07 07 77 / infos@iscom.fr

ISCOM / INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ / ISCOM.FR
PARIS / BORDEAUX / LILLE / LYON / MONTPELLIER / ROUEN / STRASBOURG / TOULOUSE
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ



SOUTENANCES

THÉSARDS DANS LE BROUILLARD

Thèses reportées, vacation ou terrains d'études suspendus, bibliothèques fermées... Les mesures sanitaires liées à l'épidémie bouleversent les plans des doctorants

Ces dernières semaines, Leonardo Orlando, 38 ans, a eu le sentiment de perdre son temps. Ce doctorant à Sciences Po Paris avait prévu de franchir l'étape la plus symbolique de son travail de recherche le 19 mars, avec la soutenance de sa thèse de géopolitique sur les eaux transfrontalières. Un moment important. « C'est comme un permis de conduire : le sas qui nous permet d'entrer dans la vie active après des années épuisantes de recherche », estime-t-il. Mais, à trois jours du but, le confinement entraîné par la crise sanitaire est venu doucher ses plans. Soutenance repoussée. Date ? Toujours indéterminée.

Au début du confinement, les processus de soutenance de thèse ont en effet été arrêtés, et de nombreux doctorants ont été plongés dans le flou. La doctrine générale a d'abord consisté à les reporter au maximum dans l'espoir de pouvoir les reprogrammer lors de jours meilleurs. Mais, face à la perspective de plus en plus floue d'un retour à la normale en septembre, les consignes commencent à changer. Les écoles doctorales peuvent désormais s'appuyer sur un arrêté qui, depuis le 21 avril, encadre davantage les soutenances à distance, permettant de passer outre la présence obligatoire du candidat et du président du jury dans la même salle.

Pour les doctorants, les reports occasionnels ont eu des conséquences très concrètes. « J'ai déjà raté deux candidatures en postdoc qui m'intéressaient », s'agace Leonardo Orlando, qui craint de voir de nombreuses autres opportunités s'envoler d'ici à l'obtention de son diplôme. Marion (son prénom a été modifié), doctorante parisienne en sociologie, dont la soutenance, initialement prévue le 1^{er} juillet, reste incertaine, appréhende aussi la suite. « La bourse que j'avais obtenue pour travailler dans un laboratoire

de recherche américain devait débuter en septembre, mais il n'est pas sûr que je puisse soutenir d'ici là et encore moins voyager à cette période. Je risque de me retrouver pendant plusieurs mois sans poste et sans contrat », raconte-t-elle.

« DES ANNÉES DE TRAVAIL »

« On ne peut pas accumuler le retard indéfiniment jusqu'à un déconfinement quasi total, admet Thomas Coudreau, président du Réseau national des collèges doctoraux et directeur de celui d'Université de Paris. Partout, on travaille à présent à une généralisation du passage en visioconférence. Les soutenances sont peu nombreuses à cette période, mais elles s'intensifient dès septembre : il ne faut pas créer d'embouteillage pour les 15 000 doctorants qui soutiennent chaque année. »

Leonardo Orlando n'est pourtant pas certain de trouver rapidement une nouvelle date. « Cela a déjà demandé un temps monumental d'organiser la première, car il faut s'assurer que tous les enseignants-chercheurs, très occupés, puissent bloquer quatre à cinq heures de leur temps », explique le candidat. Je ne sais pas si cela sera possible avant septembre. C'est très frustrant. »

Pour certains, la perspective d'un passage à la visioconférence est un crève-cœur. « Cela fait si longtemps que j'attends de soutenir ma thèse... C'est une vraie déception », souffle Pierre, 29 ans, doctorant en histoire à l'université de Lorraine, qui travaille sur les mouvements sociaux contemporains. Toutes les personnes qu'il avait interrogées lors de ses recherches se faisaient une joie d'assister à sa soutenance, qui aurait dû avoir lieu le 16 mars. Elle sera sûrement basculée en numérique.

« Une thèse est un travail énorme auquel on a consacré des années de notre vie, on a

envie de le partager avec les collègues et les proches, regrette Marion, qui sent qu'elle aussi va devoir se résoudre au distanciel. La visioconférence fait perdre beaucoup de symbolique à ce qui est considéré comme un rite de passage. »

D'autant que l'organisation de ces épreuves en tout distanciel n'est pas toujours évidente. « Un membre de l'administration ou du collège doctoral doit impérativement y assister, pour s'assurer du bon déroulé de la soutenance et pour servir d'assistance sur les outils numériques », explique Thomas Coudreau. « L'exercice va demander une tout autre préparation », rappelle aussi Kevin, doctorant en microbiologie à Narbonne. Il devrait passer son grand oral en ligne, en septembre, et craint que le manque d'interaction ne rende « trop monotone » sa présentation. « C'est pourquoi nous demandons beaucoup de flexibilité, afin qu'aucun doctorant ne soit contraint de passer en visioconférence », avertit Kim Gauthier, présidente de la Confédération des jeunes chercheurs. Alors qu'elle observe ces derniers jours « des pratiques très diverses », la confédération alerte sur la nécessité de « ne pas sacrifier la composition du jury et la publicité des débats », inhérente aux soutenances de la thèse.

Du côté de ceux qui sont en pleine recherche, le confinement a mis en péril certains travaux. La fermeture des lieux de documentation, notamment, a constitué un vrai frein pour beaucoup, comme Mylène. Cette doctorante en histoire de l'art à Paris n'a pas pu avoir accès aux ouvrages patrimoniaux qui sont essentiels à sa thèse. « J'ai pu acheter quelques livres en ligne, mais j'ai très vite été coincée », confie Mylène, 29 ans, qui s'inquiète de l'incertitude qui pèse sur la réouverture des bibliothèques universitaires.

L'interrogation sur la reprise est d'autant plus forte pour la jeune femme que, atteinte

de la mucoviscidose, elle fait partie des personnes très fragiles face à l'épidémie. « Est-ce que je prends le risque d'être en contact avec la maladie ? Ou je laisse en suspens ma thèse encore quelques mois, avec le danger de faire encore mauvaise impression au moment de passer devant le jury ? », s'alarme Mylène. Afin d'éviter les transports en commun, elle a envisagé de prendre sa voiture, mais le prix de l'essence pèsera lourd dans son budget, car elle n'a pas de financement dédié pour son doctorat.

Avec la fermeture des laboratoires, Anaïs, doctorante en chimie, a perdu ses expérimentations en cours, des analyses de résidus de produits pharmaceutiques qui pourraient venir contaminer l'environnement. Il faudra recommencer à zéro ce qui avait été engagé depuis fin février. « J'ai perdu bien plus que les deux mois de confinement »,

**« NOUS NOUS RETROUVONS
AVEC TOUTES
LES PROBLÉMATIQUES
COMBINÉES DES ÉTUDIANTS
ET DES CHERCHEURS
FACE AU COVID, ET AVEC
TRÈS PEU D'AVANTAGES »**

HUGO
doctorant en droit

déplore la jeune chercheuse de 27 ans, dont les manipulations ne pourront reprendre qu'en juin. Sonia, elle, devait se rendre en Italie, son terrain de recherche, pour sa thèse sur les économies circulaires dans les régions de l'Emilie-Romagne et des Hauts-de-France. La pandémie en a décidé autrement. « Je cherche un plan B, mais cela remet en cause une bonne partie de ma thèse », témoigne Sonia.

Pour pallier ces prises de retard inévitables, le ministère de l'enseignement supérieur a annoncé, le 23 avril, que des prolongations de thèse et de contrat de financement pourront être accordées, « pouvant aller jusqu'à un an », précise-t-il. « C'était un bon signal face à des situations de plus en plus compliquées », commente Thomas Coudreau, du Réseau national des collèges doctoraux. Mais nous sommes toujours dans l'attente de détails sur les moyens financiers complémentaires. Les établissements craignent de devoir avancer ces frais très importants, dans une période où ils sont déjà exsangues. Les doctorants nous pressent de questions auxquelles nous n'avons pas la possibilité de répondre. »

FINANCEMENTS PROLONGÉS

La Confédération des jeunes chercheurs évalue à 37,5 millions d'euros le budget nécessaire pour prolonger ces contrats. Ses représentants craignent qu'un arbitrage soit effectué entre le nombre de recrutements de nouveaux doctorants et ces prolongations exceptionnelles. « Ce sera inévitable si c'est aux universités et aux écoles doctorales d'abonder financièrement », alerte Kim Gauthier, qui souhaite une systématisation du prolongement, avec une durée variable, en fonction de l'impact de la crise sanitaire pour chaque doctorant. L'Agence nationale de recherche allait dans ce sens, le 12 avril, annonçant que chacun des projets en cours qu'elle finance, et qui devait courir au-delà du 17 mars, serait « prolongé de façon systématique d'une durée de six mois ».

La Confédération demande aussi que soit maintenue la rémunération qui était prévue avant le confinement pour les enseignants vacataires, parmi lesquels de nombreux doctorants, « que les enseignements aient été poursuivis sous une forme à distance, ou non ». En effet, 27 % des jeunes chercheurs ne disposent pas d'un financement dédié pour leur thèse en première année, dépendant d'autres apports de ce type – et leur proportion augmente lorsque la durée de leur doctorat dépasse les trois ans réglementaires de contrat. Ceux-ci ne pourront donc pas prétendre aux prolongements exceptionnels de financement. Pour eux, chaque mois de thèse supplémentaire ajoute son lot de difficultés à des conditions de vie déjà précaires.

« Nous nous retrouvons avec toutes les problématiques combinées des étudiants et des chercheurs face au Covid, et avec très peu d'avantages », regrette Hugo, doctorant en droit de 26 ans, sans financement. En plus du ralentissement de ses recherches, le jeune Toulousain craint que ses futures finances ne soient fragilisées. Son job d'été de formateur BAFa, sur lequel il compte chaque année pour mettre de l'argent de côté, risque d'être annulé. « Les six prochains mois, je puiserai dans mes dernières ressources. Sans aucune visibilité pour la suite. »

ALICE RAYBAUD

INSERTION PROFESSIONNELLE

RESTAURATION, TOURISME LES JEUNES DIPLOMÉS VONT DEVOIR ÊTRE PATIENTS

Nouvelles formations, service civique... certains adoptent de nouvelles stratégies

Juste avant le confinement, Tobias, étudiant en master hôtellerie de luxe à l'université de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), était en stage depuis deux mois dans un palace parisien. Sanglé dans un uniforme de gouvernant, il apprenait, pour clore ses études, à encadrer une équipe. Il aurait pu être embauché par la suite. Mais, avec le confinement, le palace a fermé ses portes. « Je vais devoir chercher un travail dans un secteur en crise avec seulement deux mois d'expérience », se désolait-il. Il a aussi perdu son job au parc d'attractions de Disney. Désormais, pour ce jeune Allemand qui a suivi toute sa scolarité en France, les plans sont totalement chamboulés. Si le palace ne rouvre pas cet été, Tobias envisage de suivre une année d'études supplémentaire. Pourquoi pas « un MBA dans une école de gouvernants ».

Alors que l'hôtellerie-restauration, le tourisme et la culture sont particulièrement affectés par la crise liée au coronavirus, les futurs diplômés de ces secteurs anticipent de graves difficultés pour trouver un emploi. Hervé Becam, vice-président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), présume une année noire, avec « 20 % à 25 % des entreprises qui ne rouvriront pas » si les aides ne sont pas maintenues. « La priorité à court terme des entreprises est de se relever et de refaire travailler leurs équipes », estime George Rudas, président de l'Institut

français du tourisme. Les embauches passent au second plan. « Les perspectives sur le marché du travail sont sombres, au moins équivalentes aux crises de 1993 et 2008. Les derniers arrivés, de n'importe quel secteur, sont les premiers touchés par la crise. Les jeunes se retrouvent dans une file d'attente, et vont être touchés de plein fouet par cette récession », explique Philippe Askenazy, économiste du travail et directeur de recherches au CNRS.

Conscients de ces difficultés, les étudiants en fin de cycle tentent de s'adapter, pour éviter le chômage à la rentrée. Inès (son prénom a été changé) est en master tourisme monde chinois et digital marketing à Angers, et continue son stage dans une agence de voyages en télétravail. Bilingue en mandarin et passionnée par l'Asie, elle sait qu'elle devra revoir ses ambitions à la baisse : le tourisme international se trouve au point mort. Pour les prochains mois, cette Angevine, qui a l'habi-

tude de se « débrouiller seule », compte « trouver un job alimentaire et miser sur le marketing digital, plus porteur ». Florent, qui devait commencer un CDD dans une galerie d'art à Marseille, travaille dans les champs de son père, agriculteur. Optimiste, il pense qu'il sera rappelé plus tard mais qu'en attendant il « acceptera n'importe quel job, sans faire la fine bouche ».

« MASTER CHÔMAGE »

Certains, comme Agathe, étudiante en master médiation culturelle à Icart, une école privée à Paris, ont la possibilité d'être conventionnés par leur établissement jusqu'en décembre. Elle profite du report de son stage dans un musée d'art contemporain parisien pour « suivre des cours en ligne et valoriser son CV ».

Adrienne, en master culture à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, a opté pour une autre stratégie : le service civique, en septembre. Au moment du confinement, elle était en stage de fin d'études dans un théâtre parisien où elle s'occupait de l'accueil du public scolaire. De retour chez ses parents, elle ne se sent « pas capable de postuler à un emploi » à cause de son manque d'expérience. « Un service civique, c'est plus facile à trouver qu'un CDD ou un CDI, même si c'est frustrant d'être payée 500 euros à 25 ans, confie-t-elle. Je sais que le secteur culturel n'est pas facile. D'ailleurs, à Sciences Po, on dit que ceux qui suivent ma spécialité sont en

« master chômage ». J'étais prête à tout affronter, mais je ne m'attendais pas à cela. »

Avec ces stages annulés ou suspendus, de multiples occasions de nouer des contacts, d'acquiescer de l'expérience et d'affiner un projet professionnel s'effondrent. « Ces moments de la formation construisent l'identité professionnelle de ces jeunes et leur donnent confiance. Amputés de ces expériences, ils peuvent se sentir moins légitimes que d'autres », analyse Valérie Cohen-Scali, professeure en psychologie de l'orientation au Conservatoire national des arts et métiers. Seront favorisés ceux qui ont, dans leur entourage familial, les moyens de rebondir. « Selon son milieu social, on n'a pas la même perception ni la même connaissance du marché du travail. On est mieux préparé à affronter les chamboulements du monde professionnel quand on grandit dans un milieu où les parents sont très informés », ajoute-t-elle.

Pour accompagner leurs futurs diplômés, certains établissements, comme l'école de tourisme de La Rochelle (groupe Excelia), multiplient les initiatives, à commencer par du coaching en ligne pour muscler le CV et apprendre à démarcher une entreprise dans ce contexte de crise, en misant sur les nouvelles opportunités et l'après-Covid. « Les entreprises auront besoin de nos étudiants pour préparer le tourisme de demain, plus local, plus vert et plus digital », espère Pascal Capellari, directeur de l'école. Côté culture, Gilles

Suzanne, de l'université Aix-Marseille, pense que cette crise est pour les jeunes « une occasion à saisir pour entraîner une démocratisation culturelle, attirer de nouveaux publics et ancrer la culture dans un territoire ».

En attendant la reprise, les futurs diplômés de ces différents secteurs ne vont pas subir la récession de la même façon, selon Philippe Askenazy. En hôtellerie, les métiers liés à l'hygiène seront plus sollicités que d'autres. Certains en profiteront pour changer de secteur, et se diriger vers des domaines ou des fonctions plus stables – un phénomène que l'économiste a observé après la crise du début des années 1990. « A cette époque, une partie des jeunes diplômés ont vu leur carrière diverger. Par exemple, les ingénieurs se sont reportés vers la distribution, secteur beaucoup plus porteur. Mais pour les étudiants en culture ou en tourisme, le report vers d'autres métiers est plus compliqué », concède-t-il.

Pour éviter que ces jeunes abandonnent ce pourquoi ils ont été formés, l'économiste suggère que la puissance publique soutienne la prolongation de leurs études d'un semestre, « pour qu'ils puissent arriver sur un marché du travail moins dégradé ». Les établissements contactés ne semblent pas plancher sur cette piste. Mais face à ce futur brumeux, Florian reste persuadé que tout s'arrangera, « car on est tous dans le même bateau ». ●

RAHMA ADJADI

**CERTAINS
EN PROFITERONT
POUR CHANGER
DE SECTEUR
ET SE DIRIGER
VERS DES DOMAINES
PLUS STABLES**



IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

Bachelor in Management (BSc)

3 ans **3** pays **1** programme

100% en anglais dès la première année Diplôme visé Bac+3

- ➔ **Étudiez sur 3 campus ESCP**
(Berlin, Londres, Madrid, Paris ou Turin) avec des étudiants recrutés dans le monde entier.
- ➔ **Un Bachelor of Science d'excellence**
Management | Matières quantitatives | Sciences sociales
- ➔ Jusqu'à **12 semaines de stage** par an

escp.eu/bachelor

ESCP est multi accréditée



école de la
 CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

*tout commence ici

J'AVAIS 20 ANS

« J'AI RÉUSSI À DÉPASSER LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR »

AURÉLIE JEAN

La chercheuse, spécialiste des algorithmes, revient sur ses choix d'orientation et sur la façon dont elle s'est imposée dans un monde scientifique très masculin



Aurélie Jean. BRUNO DELESSARD / CHALLENGES-REA

Confinée à Paris, Aurélie Jean décroche son téléphone entre deux réunions avec ses équipes. Elle a le débit rapide, confiant, et la voix chaleureuse. Docteure en sciences et spécialiste des algorithmes, passée entre autres par Sorbonne Université, l'École normale supérieure de Cachan, l'École des mines de Paris et le Massachusetts Institute of Technology (MIT), Aurélie Jean, 37 ans, est aussi ancienne développeuse informatique au sein du groupe financier Bloomberg, à New York, mentor à la NASA et entrepreneuse. Spécialisée dans la modélisation numérique, elle est collaboratrice extérieure pour la direction du numérique du ministère de l'éducation nationale.

Classée par le magazine *Forbes* parmi « les 40 Françaises qui comptent en 2019 », elle semble n'avoir peur de rien, sauf de ses biais cognitifs et algorithmiques qu'elle décrit dans son dernier livre, *De l'autre côté de la Machine* (L'Observatoire, 149 pages, 18 euros). Aurélie Jean, qui vit habituellement entre Los Angeles et Paris, revient sur ses choix d'orientation, ses études, et sur le fait d'être une femme dans un secteur encore très masculin.

Votre milieu social a-t-il eu un rôle dans l'éveil de votre curiosité scientifique ?

J'ai été élevée par mes grands-parents, et j'ai reçu une belle éducation libérale, associée à des valeurs traditionnelles. Mon grand-père était cadre administratif au Commissariat à l'énergie atomique et ma grand-mère était femme de ménage. J'ai grandi à Clamart (Hauts-de-Seine), dans un milieu de classe sociale moyenne, dans une cité HLM. Mes grands-parents ont joué un rôle fondamental pour la personne que je suis devenue. Dès la petite enfance, ils ont développé chez moi une grande curiosité. Ils m'encourageaient à me questionner sur le monde qui nous entoure : pourquoi le ciel est bleu ? Quels sont les mécanismes des marées ? Pourquoi l'eau bout ? D'une certaine façon, ils m'ont initiée à la méthode scientifique, qui s'articule autour de l'observation, de l'expérimentation, du raisonnement logique et de l'usage de la théorie pour adresser une question.

Quelle élève étiez-vous ?

J'ai toujours été une bonne élève. Je travaillais bien car je savais que c'était la bonne chose à faire. Il fallait faire plaisir à mes professeurs et à mes grands-parents. Je m'ennuyais un peu, mais je savais que c'était important. J'ai sûrement développé le syndrome de la bonne élève au cours de ces années d'école où je faisais tout pour « bien faire ». Mais l'école a eu un rôle déterminant dans ma vie, car elle m'a permis de grandir, de m'émanciper socialement et économiquement.

A la fin du lycée, vous hésitez entre une licence de droit et une licence de maths-physique. Pour quelles raisons avez-vous finalement préféré les sciences ?

J'ai hésité entre les sciences dures et le droit car beaucoup de mes cousins et cousines

étaient allés en fac de droit. Mon grand-père avait même repris des cours de droit à 40 ans. Une conseillère d'orientation m'avait aussi conseillé cette matière car je « présentais bien » : c'est bien connu, les avocats sont des individus propres et policés alors que les scientifiques sont des personnes négligées qui ne savent pas communiquer. Quels biais ! Finalement, je ne voulais pas arrêter les sciences dures, qui me fascinaient et m'aidaient à mieux comprendre notre monde. Je me suis donc inscrite en fac de sciences à Sorbonne Université [ex-Université Pierre-et-Marie-Curie]. Je ne savais pas vers quelle carrière me diriger, mais je voulais suivre ce que j'aimais faire sans trop réfléchir. En pratique, la physique et les maths mènent à tout.

Qu'aimiez-vous faire en dehors de l'université ?

Pas grand-chose. Pour être honnête, j'avais énormément de cours et de travail à la maison. J'avais peu de moyens financiers, mais j'avais peu de besoins. Je travaillais quelques heures le dimanche en tant que serveuse et je dépensais cet argent pour acheter des albums de Muse ou des essais sur l'histoire des sciences. Je m'autorisais une grosse sortie avec mes amis à chaque veille de vacances scolaires : un dîner, un verre qui se prolongeait parfois dans une boîte de nuit.

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous intéresser à la programmation informatique ?

J'ai eu mon premier ordinateur à 18 ans. Cela peut paraître tard mais, à l'époque, ils coûtaient cher et Internet n'était pas encore démocratisé. Cet achat a été tout un rituel, j'ai même conservé ce premier ordinateur en souvenir. Mon envie de suivre un cours de sciences informatiques en deuxième année de licence vient de la frustration que j'ai ressentie lors de son installation. Je ne comprenais rien aux branchements que je faisais, ni même aux termes utilisés dans le manuel. C'est lors de mon premier cours d'informatique que j'ai découvert une science bien plus ancienne, à savoir l'algorithmique.

Des mentors vous ont-ils guidée dans vos choix d'orientation, en dehors de votre famille ?

J'ai rencontré des professeurs à Sorbonne Université qui m'ont beaucoup inspirée et qui m'ont donné une image rêvée des maths. Un professeur de physique m'a dit que je faisais partie des meilleurs élèves et qu'il fallait que je candidate à un double

« J'ESSAIE À MON TOUR DE FAIRE GRANDIR DES JEUNES QUI N'ONT PAS DE RÉSEAU EN LEUR OUVRANT CELUI QUE J'AI CONSTRUIT »

Dates-clés

1982 Naissance à Clamart (Hauts-de-Seine)
2009 Doctorat aux Mines de Paris
2011-2016 Post-doctorat au MIT
2016 Création de son entreprise, In Silico Veritas
2019 Publie *De l'autre côté de la Machine. Voyage d'une scientifique au pays des algorithmes.*

curus à l'ENS. Je ne connaissais pas toutes ces écoles de renom, ni même ce qu'était une thèse. Je pensais qu'être docteur signifiait être médecin ! Nous n'avions pas cette culture à la maison. On m'a ensuite conseillé de faire un stage aux Etats-Unis, j'ai dû trouver un financement pour m'y rendre. Mais c'est plus tard, en 2009, quand je suis arrivée aux Etats-Unis pour mon postdoctorat à l'université d'Etat de Pennsylvanie, que j'ai eu de réels mentors.

Vous avez travaillé dans la finance, la médecine, le public puis le secteur privé. Avez-vous planifié votre carrière professionnelle ?

Je n'ai jamais vraiment « calculé » mon parcours universitaire, j'ai toujours choisi ce que j'aimais faire. Par contre, j'ai travaillé dur pour être la mieux classée, de manière à élargir les choix qui m'étaient offerts. J'ai autant fait des mathématiques, de la physique, de la mécanique quantique, du génie civil, du génie mécanique que des méthodes de résolutions numériques et de la science des matériaux. J'ai besoin de cette pluridisciplinarité, qui m'enrichit et me fait interagir avec des gens très différents.

Quant à ma carrière professionnelle, j'ai pu avoir ce parcours car j'ai eu les meilleurs enseignements en France, et que je n'ai jamais payé pour cela. En arrivant aux Etats-Unis, en pleine crise économique, j'ai été embauchée par un médecin pour un post-doctorat, je ne m'y attendais pas. Les Etats-Unis m'ont donné ma chance, on m'a fait confiance et je me suis lancée. Au MIT, un de mes mentors m'a dit : « Si on te propose quelque chose, tu prends. Ne refuse jamais parce que tu ne te sens pas capable. » Les femmes ont tendance à croire qu'il faut avoir 100 % des compétences pour accepter un travail, les hommes ne mettent pas la barre aussi haut. Alors, je fonce, même si je ne suis prête qu'à 30 %.

Vous êtes sur de nombreux projets à la fois. Qu'est-ce qui vous pousse à avancer ?

J'ai toujours été hyperactive. Mais je suis extrêmement concentrée dans ce que je fais, ce qui me permet de concrétiser et finaliser mes projets. On relie encore trop souvent hyperactivité et problème de concentration, mais je pense que c'est une erreur. J'ai toujours entrepris plusieurs projets à la fois et je crois que ma formation par la recherche a amplifié ce trait. En recherche, on est flexible,

on fait des choses très différentes sur une même journée, on travaille et on pense à beaucoup de choses à la fois. Depuis longtemps je me suis mise à lire deux livres en parallèle, aujourd'hui je vais jusqu'à trois : j'aime passer, dans une même soirée, d'un essai à un roman, puis à une BD.

Vous dites ne pas entrer dans les « catégories standards », notamment en raison de vos origines sociales et de votre genre. En avez-vous souffert ?

Je n'ai pas ressenti d'influence de mes origines sociales ou de mon genre dans mes choix d'études ou de carrière. J'ai eu la chance d'avoir des grands-parents qui m'ont formée et éduquée à m'abstraire de ces considérations, pour prendre mes propres décisions. Je reconnais la chance que j'ai eue. Mais, en fin de thèse, j'ai réalisé que selon ses origines sociales, on ne bénéficiait pas du même réseau et donc des mêmes opportunités professionnelles. J'essaie à mon tour de faire grandir des jeunes qui n'ont pas de réseau en leur ouvrant celui que j'ai construit.

Dans mon milieu, j'ai souvent été la seule femme, mais cela n'a jamais été un problème, car mes collègues masculins ont été mes meilleurs avocats et soutiens professionnels. Mais je me suis déjà demandé si j'étais au bon endroit et à la bonne place. C'est un sentiment sur lequel j'ai très vite travaillé. Il est lié au fameux « syndrome de l'imposteur ». Quand je réussissais, je me disais que j'avais de la chance ou que les gens allaient se rendre compte qu'ils avaient fait une erreur. Ce sentiment a disparu le jour où j'ai compris pourquoi j'ai eu mon poste à Bloomberg : parce que j'avais créé un algorithme qui était meilleur que le leur. J'encourage toujours à demander les raisons pour lesquelles on a été sélectionné. Cela aide à se sentir légitime.

Diriez-vous que vos 20 ans étaient votre plus bel âge ?

Sûrement pas ! A 20 ans, j'avais peu de moyens, peu de liberté et je ne me connaissais pas assez. Mon meilleur moment, c'est maintenant, et je sais que mes 40 ans seront encore mieux. Françoise Sagan disait que la maturité se reconnaît quand on passe de l'envie de plaire à celle de partager. Aujourd'hui, je préfère partager. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR RAHMA ADJADI